

Le récif de la mort

par L. Dayton

Cet article a été publié par *The New Scientist* le 11 novembre 1995, dans son numéro 2003, volume 148.

Une vague de mort et de destruction balaye actuellement les récifs de corail d'Asie du Sud-Est, où les pêcheurs ont recours au cyanure pour accroître leurs prises.

Les convives des restaurants en vogue de Hong Kong, de Chine populaire et de Taiwan peuvent choisir dans un vaste aquarium un poisson de récif aux couleurs chatoyantes et se le faire servir immédiatement une fois accommodé. Les poissons de récif, tués et préparés sur place au restaurant, sont désormais si prisés que les quantités disponibles ne suffisent pas à satisfaire la demande des consommateurs. Certains pêcheurs n'hésitent donc pas à ravager des secteurs entiers de récif dans la mer de Chine méridionale et dans le Pacifique occidental.

Un réseau de négociants d'Asie du Sud-Est expédie chaque année vers les principales villes de la région des milliers de tonnes de poissons vivants qui transitent essentiellement par Hong Kong. Les consommateurs sont si friands de poissons vivants que les revendeurs encouragent les pêcheurs à en capturer le plus possible, aussi rapidement que possible. Ainsi, les pêcheurs, dans nombre d'endroits, délaissent leurs lignes et hameçons pour utiliser le cyanure avec des conséquences dévastatrices.

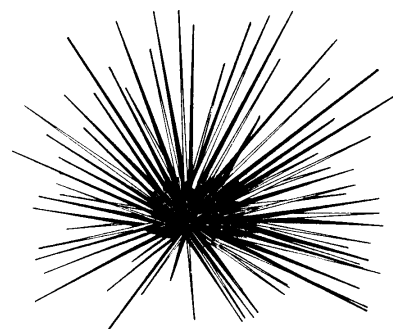
Pour la première fois le mois dernier, un rapport très complet a été publié sur le sujet. Ce ne sont pas seulement les poissons qui périssent, mais les récifs eux-mêmes, et personne ne sait combien de temps sera nécessaire à leur rétablissement, si rétablissement il peut y avoir.

Le commerce de poissons récifaux vivants tel qu'il se pratique actuellement ne pourra pas durer, explique Paul Holtus, biologiste auprès de *The Nature Conservancy*, un organisme américain de protection de la nature, installé à Hawaï. D'après lui, l'attaque que subissent actuellement les récifs est l'équivalent marin des coupes à blanc en forêt.

Les poissons de récif sont prisés pour leur beauté et leur saveur, et pour le prestige qui rejaillit sur l'hôte qui l'offre à ses invités, selon les auteurs du rapport, Robert Johannes, spécialiste de l'écologie récifale

(précédemment employé par le CSIRO, Centre australien pour la recherche scientifique et industrielle), et Michael Riepen, économiste spécialisé dans les pêches à Wellington (Nouvelle-Zélande). Un napoléon ou une griset (*Epinephelus maculatus*) peuvent coûter 180 dollars É.-U. le kilo à Hong Kong, alors qu'une portion de lèvres de napoléon, morceau de choix exceptionnel, peut atteindre 225 dollars É.-U. environ par portion.

Les travaux des deux chercheurs ont été financés par *The Nature Conservancy*, par la fondation *Pew* installée aux États-Unis d'Amérique, et par l'Agence des pêches du Forum du Pacifique Sud, qui représente 16 pays de la région. Ils sont remontés aux sources du phénomène, dans les années 1960, à l'époque où les riches hommes d'affaires de Hong Kong ont acquis le goût des poissons récifaux. Cette mode gastronomique s'est répandue et les poissons de récif corallien des eaux bordant Hong Kong et la Chine populaire ont rapidement disparu. Vers 1969, les négociants ont commencé à prospecter les eaux poissonneuses au large de l'Indonésie, avant de passer en 1975 aux Philippines.



La plupart des pêcheurs qui capturent les poissons de récif subsistent au-dessous du seuil de pauvreté. Ce sont les prix élevés offerts par les revendeurs au mépris de toutes les réglementations locales qui les encouragent à pêcher ces poissons vivants. Selon les deux chercheurs, les négociants fournissent souvent des déclarations incomplètes ou ne prennent même pas la peine de déclarer les prises.

D'après Robert Johannes, les pêcheurs sont "remarquablement francs" en ce qui concerne leurs activités. "Mais plus on remonte la filière, plus les intervenants deviennent prudents, non seulement parce que la plupart des opérations sont illégales (pêche interdite, pots-de-vin et recours à des méthodes de pêche proscrites) mais aussi parce que ces opérations concernent de nombreuses entreprises concurrentes qui veillent jalousement à garder leurs secrets".

L'importance de ce commerce s'est révélée difficile à évaluer. Robert Johannes et Michael Riepen ont constaté que la plupart des pays concernés ne disposent que d'approximations en matière de statistiques d'importation et d'exportation. Ils ne recueillent que de rares données sur le commerce intérieur des poissons vivants et ne possèdent que des informations incomplètes sur les entreprises opérant sur leur territoire national.

À Hong Kong, par exemple, les services officiels chargés d'établir les statistiques concernant les importations ne définissent même pas les poissons vivants comme des poissons. "Il semble qu'il n'y ait même pas de catégorie du tout qui leur soit réservée", précise Robert Johannes.

Cette étude se fonde sur les quelques statistiques officielles que les deux spécialistes ont pu glaner, ainsi que sur les chiffres des organisations non gouvernementales des pays concernés et ceux des organismes internationaux de protection de la nature, comme le Fonds mondial pour la nature. Ils se sont également rendus dans neuf pays de la région et ont interrogé des centaines de pêcheurs, villageois, chercheurs universitaires, plongeurs et représentants du secteur.

Ils ont pu estimer que, grâce aux négociants, 20 000 à 25 000 tonnes de poissons vivants se négocient chaque année, représentant plus de 1 milliard de dollars É.-U. L'an dernier, les seules entreprises de Manille ont expédié aux revendeurs de Hong Kong des quantités de poissons récifaux vivants d'une valeur de 40 millions de dollars É.-U. Il n'existe aucun chiffre en ce qui concerne les envois par bateau. "Ce montant est loin de refléter l'importance du commerce, étant donné les très hauts taux de mortalité de ces poissons, qui atteignent parfois 100 pour cent avant l'arrivée à destination", indique Robert Johannes.

Mais il souligne que les ravages que subissent de nombreuses autres espèces du récif sont bien pires. L'abandon de la pêche à la palangrotte au profit d'une méthode aussi rapide et extrêmement sordide ne se fait pas qu'au détriment des stocks de poissons qui sont en cours d'épuisement; c'est une sentence de mort pour toutes les autres formes de vie récifale. Dans certains endroits, les pêcheurs utilisent de la dynamite. "Ils m'ont dit qu'ils préféreraient désormais le cyanure parce que c'est plus discret", raconte Robert Johannes. Qui plus est, la dynamite tue les prises, faisant obstacle par là même à l'exploitation de la filière la plus lucrative, celle du commerce des poissons vivants.

Aujourd'hui, des plongeurs munis de bouteilles contenant une solution de cyanure de sodium sélectionnent leur proie et la poursuivent jusqu'à une cavité du récif. Là, une giclée empoisonnée paralyse le poisson qu'ils conservent ensuite dans une cage, en surface. Si le poisson se rétablit, le pêcheur le transporte jusqu'au port où le négociant l'expédie vers des marchés comme celui d'Aberdeen, sur l'île de Hong Kong. Les prix de gros varient de 40 à 180 dollars É.-U. par kilo, selon les espèces.



Les quantités de cyanure accumulées dans un poisson ainsi capturé sont bien inférieures aux normes de sécurité prescrites par l'Organisation mondiale de la santé : les consommateurs ne courent pas de risque. Les poissons de grosse taille peuvent surmonter cet empoisonnement, mais ce n'est pas le cas des invertébrés et des petits poissons qui occupent le récif. Selon Robert Johannes, "ces derniers commencent à nager dans tous les sens, tombent au fond, agités de tremblements, et meurent".

Bob Richmond, du laboratoire marin de l'Université de Guam, a établi que le cyanure détruit également le corail, et ce à un niveau de concentration inférieur de plusieurs centaines de milliers de fois aux doses utilisées par les plongeurs. Si les coraux les plus petits disparaissent, le récif cesse entièrement de croître. Des plongeurs ont fait la description, à Robert Johannes et Michael Riepen, de récifs entiers détruits de cette façon.

"Dans les cas les plus extrêmes, le récif est quasiment désert", selon les deux chercheurs. "Certains coraux parmi les plus grands atteignent la hauteur de petites habitations et peuvent avoir jusqu'à 400 ans d'âge. Il faudra attendre au plus tôt le XXVe siècle avant de trouver à nouveau dans ces zones des coraux vivants de cette taille". L'étendue de la destruction actuelle est loin d'être connue. L'inventaire des récifs de la région nécessiterait des dizaines de millions de dollars et des années de travail.

Les importateurs de poissons vivants admettent que les espèces recherchées sont en cours de disparition rapide dans les récifs au large des Philippines, et que, dans les cinq années qui viennent, les récifs indonésiens se trouveront dans une situation d'épuisement analogue. Devant cette baisse de production, les exploitants se tournent vers la Papouasie-Nouvelle-Guinée, vers les Îles Salomon et vers les îles du Pacifique que sont Tuvalu, Kiribati et les Tonga. Selon Robert Johannes, les Maldives, dans l'océan Indien, voient déjà se développer ce type d'activités.

Les efforts déployés jusqu'à présent pour contenir l'exploitation des poissons de récif vivants ont connu des résultats mitigés. L'Australie, où il existe quelque exploitation des poissons vivants pêchés à la palangrotte, possède les moyens nécessaires pour s'assurer que la plupart de ses pêcheurs restent dans le droit chemin écologique. Aux Philippines, bien que le président Fidel Ramos ait ordonné à la Marine de combattre tout abus, Corazon Del Mundo, biologiste-chercheur de l'Office des pêches et des ressources aquatiques à Quezon City, considère que les moyens à disposition sont insuffisants. "Nous sommes trop peu nombreux", dit-elle, et la police maritime, ainsi que les agents locaux, acceptent parfois les pots-de-vin que leur propose le négociant.

Dans le Pacifique, le droit de la pêche varie selon les pays et connaît en outre une évolution permanente, selon Andrew Richards, biologiste du milieu marin auprès de l'Agence des pêches du Forum du Pacifique, à Honiara (Îles Salomon). Toutefois, d'après lui, la plupart des pays membres du Forum voient dans le commerce des poissons vivants une "possi-

bilité intéressante", assurant aux pêcheurs des recettes supérieures à celles de la vente du même poisson mort et réfrigéré.

À Hong Kong, au cœur du négoce, les pouvoirs publics laissent faire, selon Yvonne Sadovy, biologiste du milieu marin à l'Université de Hong Kong. "Les autorités ne gèrent même pas leurs propres ressources marines", dit-elle. "Elles ne risquent donc pas d'envisager la gestion des ressources de quelqu'un d'autre". Keith Wilson, biologiste du département de l'agriculture et des pêches de Hong Kong, confirme ces craintes. "Les autorités indonésiennes ne nous ont pas informés d'un problème éventuel dans leurs eaux territoriales, les Philippines non plus", précise-t-il. Ainsi, en l'absence de toute objection officielle, personne n'intervient.

LE RÉCIF ET LE DROIT

Pour Michael Riepen et Robert Johannes, il serait impossible de bannir entièrement l'exploitation des poissons vivants du récif; c'est une activité qui fait vivre beaucoup de monde et à laquelle personne ne souhaite mettre un terme. Selon Michael Riepen, "c'est une ressource qui mérite d'être exploitée et qui peut l'être de façon durable". Mais pour cela, les pays doivent se concerter dans leur action. Pour les deux chercheurs, un bon point de départ serait l'adoption dans chaque pays d'un cadre juridique protégeant le droit de propriété traditionnelle, comme à Palau et aux Îles Salomon, où les habitants des communautés villageoises détiennent des droits, reconnus par le système juridique, sur le récif et ses créatures. Les habitants de ces îles se sont battus pour préserver les ressources du récif pour eux-mêmes et pour leurs descendants.

D'autre part, les deux chercheurs recommandent que les pouvoirs publics définissent avec les scientifiques et les organisations non gouvernementales les moyens de suivi et de régulation du commerce des poissons vivants. Ce processus est désormais entamé. Une déclaration récente du président indonésien, M. Suharto, indique que les autorités ont enfin compris les dangers de la surexploitation. Les autorités du pays ont récemment organisé à Djakarta une conférence internationale réunissant toutes les parties intéressées, pour envisager des moyens de pérenniser l'exploitation des poissons vivants.

Michael Riepen est optimiste : les récifs seront sauvés, tout simplement parce qu'il y va de l'intérêt de chacun. Toutefois, il faut réagir immédiatement pour que le récif continue d'être une source pérenne de nourriture. "Pourquoi accepter une disparition dans les trois à quatre ans, alors qu'on peut entretenir indéfiniment cette ressource ?", dit-il.